

Le confinement provoque une crise sociale mondiale

Les mesures pour tenter de juguler la pandémie de Covid-19 ont plongé les économies dans de profondes récessions dont les effets, immédiats sur les populations fragiles, se feront sentir durablement

LONDRES - correspondance

Dans les rues de Naples, des paniers suspendus ont fait leur apparition. La population y dépose de la nourriture pour ceux qui n'ont plus rien. Au Royaume-Uni, le nombre de Britanniques n'ayant pas mangé à leur faim a quadruplé au cours des trois premières semaines du confinement. En France, aux Restos du cœur, « on voit arriver une population nouvelle de bénéficiaires : des personnes hébergées dans les hôtels ou les centres sociaux, ou bien qui vivent dans des squats ou des bidonvilles », décrit Patrice Blanc, son président. Près de Delhi, en Inde, un migrant s'est suicidé le 16 avril. Ce travailleur journalier, père de quatre enfants, avait vendu la veille son téléphone portable pour pouvoir acheter de la nourriture à sa famille. Partout à travers la planète, le confinement de plusieurs milliards de personnes est en train de provoquer un gigantesque choc social. La première répercussion visible se trouve dans les soupes populaires et les banques alimentaires. Des millions de personnes qui vivaient sans réserve financière ont basculé en même temps, soudain sans ressources. Mais la grande crainte est que ce ne soit qu'un début. « Pendant l'australité [de 2010 à 2018], ça a déjà été dur, mais cette fois-ci, ça risque d'être le Far West », s'inquiète Alison Inglis-Jones, de la banque alimentaire de Norwood et Brixton, dans le sud de Londres.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), le produit intérieur brut mondial va reculer de 3 % en 2020, bien plus que lors de la grande récession de 2009, quand il avait baissé de 1,7 %. « A moins qu'on trouve une parade, les conséquences sociales risquent d'être bien pires », avertit Michael Marmot, professeur à University College London et auteur d'un rapport de référence sur les inégalités dans la santé au Royaume-Uni.

Bien sûr, cette récession est différente. L'espoir est que la reprise sera forte une fois la pandémie maîtrisée. En Europe, tous les gouvernements ont donc lancé d'énormes plans de soutien pour éviter le chômage de

masse, en payant provisoirement les salaires afin que les entreprises conservent leurs employés. Mais tout indique que les pertes d'emplois ne pourront pas être évitées.

Au Royaume-Uni, selon la Resolution Foundation, un groupe de réflexion, environ 11 millions d'emplois (40 % du total) vont être touchés par la crise : 8 millions de personnes pourraient bénéficier de chômage partiel, mais 3 millions d'emplois risquent d'être supprimés. « Soit une hausse plus rapide et sans doute à un niveau plus élevé que ce qu'on a connu dans les années 1980, la dernière grande période de chômage britannique », souligne Torsten Bell, son directeur.

UNE SPIRALE INFERNALE

L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) a, pour sa part, estimé, dans une note publiée lundi 20 avril, que 460 000 personnes de plus se retrouveraient au chômage en France durant les huit semaines de confinement, du seul fait des fins de CDD, fins de mission d'intérim et autres périodes d'essai, qui ne bénéficient pas du chômage partiel.

Aux Etats-Unis, où de telles mesures n'existent pas, 22 millions de chômeurs supplémentaires ont été enregistrés en un mois – autant que le nombre total de création d'emplois depuis... une décennie. Or, une baisse de 1 % de l'emploi augmente de 2 % la prévalence de maladies chroniques, selon une étude du Center For Economic Policy Research.

Dans les pays pauvres, relativement épargnés par le nombre de cas de Covid-19, entre 60 % et 90 % de la population travaille dans le secteur informel. Pour ces personnes, perdre son emploi revient à perdre tout moyen de subsistance. Selon les prévisions de chercheurs du King's College de Londres et de l'Australian National University, la pandémie pourrait faire basculer un demi-milliard d'habitants de la planète dans la pauvreté, principalement dans les pays à bas revenus. Cela effacerait d'un coup les progrès enregistrés au cours des dix à trente dernières années, selon les pays. En Afrique subsaharienne, les mineurs, qui représentent la moitié de la population pauvre dans le monde,



seront les principales victimes. « Les risques de maltraitance et d'exploitation sur les filles et les garçons sont plus élevés que jamais », s'inquiète le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).

Même dans un scénario optimiste de rebond de l'économie en 2021 – si un vaccin est trouvé, par exemple –, les cicatrices sociales de cette crise semblent inévitables. Or, la pauvreté tue. Ce n'est pas une figure de style mais une réalité prouvée par de nombreux travaux de recherche. Aux Etats-Unis, l'espérance de vie dans les milieux les plus pauvres baisse, mettant fin à près d'un siècle de hausse, et son écart avec celle des plus riches ne cesse de se creuser.

Les économistes Anne Case et Angus Deaton ont appelé cela « les morts de désespoir », une expression qui raconte la spirale infernale qui s'abat sur une population écrasée par la pauvreté : hausse des suicides, de la consommation d'alcool et de drogue, mauvaise alimentation et, dans le cas américain, dépendance aux médicaments à base d'opioïdes... Dans le nord du Royaume-Uni, des médecins ont trouvé un autre surnom pour le même phénomène : « le syndrome d'une vie de merde ». Ces liens existaient déjà au XIX^e siècle. Une étude de 2006 sur la population néerlandaise née entre 1812 et 1912 a conclu que naître pendant une récession ré-

duisait la durée de vie de 5 %. Au début de l'épidémie, Donald Trump s'était écrit : « Il ne faudrait pas que le remède soit pire que le mal. » Le président américain avait été critiqué pour mettre l'économie avant la santé des Américains. « Le résultat du recul économique va avoir des conséquences significatives sur la santé des gens à court et long terme », écrivent James Banks, Heidi Karjalainen et Carol Propper dans un rapport pour l'Institute for Fiscal Studies, un groupe de réflexion britannique. Un débat est désormais ouvert pour savoir si les effets négatifs de la récession sur la santé peuvent être plus importants que la hausse de la morbidité et de la mortalité de la pandémie elle-même. »

DES ENSEIGNEMENTS INQUIÉTANTS

Les épidémies du passé livrent des enseignements inquiétants. Ainsi, les enfants nés pendant la pandémie de grippe espagnole, qui a fait 50 millions de morts en 1918 et 1919, ne s'en sont jamais vraiment remis : leurs parents ont pu être malades, leur alimentation a été perturbée, leur accès à l'éducation aussi... « Une étude montre que les cohortes exposées in utero à la pandémie présentaient un niveau d'instruction moindre, des taux d'incapacité physique plus élevés, des revenus plus faibles, un statut socio-économique inférieur par rapport

**UNE BAISSÉ DE 1 %
DE L'EMPLOI
AUGMENTÉ DE 2 %
LA PRÉVALENCE
DE MALADIES
CHRONIQUES,
SELON UNE ÉTUDE
DU CENTER FOR
ECONOMIC POLICY
RESEARCH**

Déjà 11 milliards de pertes de revenus pour les ménages en France

Cette dégradation du pouvoir d'achat, pour l'instant due à l'arrêt de l'activité, risque de s'amplifier dans les mois à venir

Si la crise économique liée à l'épidémie de coronavirus est d'une ampleur inégalée, elle ne pèse encore que peu, en France, sur les ménages. Les 120 milliards d'euros perdus depuis le début du confinement, le 17 mars, n'ont affecté les particuliers qu'à hauteur de 11 milliards d'euros, selon les scénarios établis par les économistes de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Soit 7 % du total. Les entreprises, elles, « perdent » environ 35 % du total, tandis que l'Etat essuiera, via le déficit public, le reste de l'ardoise. « Pour les ménages, cela représente une perte de pouvoir d'achat d'environ 50 euros par semaines, soit 400 euros sur la totalité de la période de confinement », précise

Xavier Timbeau, économiste à l'OFCE. Un chiffre moyen, qui recouvre une grande hétérogénéité de situations : les salariés au smic bénéficient dans le dispositif du chômage partiel du maintien intégral de leur salaire, ceux au-dessus du smic touchent 85 % de leur rémunération.

Défaillances et licenciements

Les indépendants, à eux seuls, qui se rémunèrent directement avec leur activité, participent pour 2 milliards d'euros à cette baisse des revenus. Les salariés en fin de contrat court, ou en fin de mission d'intérim, et dont la mission n'a pas été renouvelée du fait de la crise voient eux leur revenu pris en charge par l'assurance-chômage – dans la mesure où les

droits leur sont ouverts, et pour une durée variable. « Nous estimons que 460 000 personnes vont se retrouver sans emploi à l'issue du confinement », précise Bruno Ducoudré, économiste à l'OFCE. Parmi elles, environ 180 000 personnes en contrat court, et 288 000 personnes qui étaient en période d'essai, par exemple, ou qui sont licenciées – éventuellement pour d'autres raisons que le Covid-19. Enfin, une dernière catégorie de personnes subit une amputation significative de leurs revenus – ce sont celles qui subsistaient en partie grâce à « l'économie grise », comme le dit Xavier Timbeau, c'est-à-dire ce qui est à la frontière de la légalité et dont le nombre est par nature difficile à évaluer.

Toutefois, pour les ménages français, ce recul relativement faible du pouvoir d'achat risque de n'être que temporaire. En sortie de crise, l'arrêt des mesures de soutien aux entreprises, et notamment du chômage partiel, peut donner un coup d'accélérateur à la dégradation des revenus, notamment avec l'arrivée des premières défaillances d'entreprises ou des plans de licenciement. L'institut Xerfi fait l'hypothèse d'une « forte cassure de la dynamique du pouvoir d'achat des ménages » sur l'année 2020. « En 2019, le gain de pouvoir d'achat avait été de 1,9 % en moyenne », rappelle-t-il. « En 2020, le pouvoir d'achat devrait reculer de près de 1 %. On observe donc un ralentissement de 2,5 à 3 points du pouvoir d'achat

entre 2019 et 2020. Ce dernier pourrait stagner encore en 2021. »

Xerfi explique cette « cassure » par plusieurs éléments : au chômage partiel, déjà cité, qui va entamer de 0,9 point le pouvoir d'achat des ménages et à la forte dégradation du revenu des indépendants, il faut ajouter les heures supplémentaires et les primes perdues, et enfin le recul de l'emploi à venir. « Seul le recul de l'inflation (importée notamment) permet d'amortir le choc et de redonner un peu d'oxygène à la dépense des ménages », conclut Xerfi. Ajoutons à cela l'impact des politiques salariales, qui seront « fragilisées », de même que l'emploi, par la récession, comme le souligne Philippe Waechter, chef économiste chez Ostrum Asset Management.

Or, si ces dernières années l'Etat a soutenu le pouvoir d'achat, notamment par les baisses d'impôt, le scénario à venir pourrait être fort différent. « Le rôle massif de la dépense publique en 2020 pour soutenir le pouvoir d'achat ne peut qu'être temporaire », analyse Olivier Vigna, chef économiste chez HSBC France. « Prévus pour atteindre des niveaux record en 2020, déficit public et dette publique devraient revenir ensuite sur des trajectoires plus soutenables, ce qui rendra l'évolution du pouvoir d'achat tributaire des choix fiscaux à venir. » Il faudra sans doute prévoir un retour du débat sur le partage des richesses entre les entreprises et les salariés et les politiques de redistribution. ■

BÉ.M.



Au Royaume-Uni, les banques alimentaires face à une demande sans précédent

Un million et demi de Britanniques ont passé au moins une journée sans manger depuis le début du confinement, le 23 mars, selon un sondage réalisé pour la Food Foundation

REPORTAGE

LONDRES - correspondance

La nef de St Margaret the Queen est désormais barrée d'étagères remplies à ras bord de produits alimentaires. Depuis le début du confinement au Royaume-Uni, cette église du sud de Londres est utilisée par cinq banques alimentaires du voisinage comme un immense hangar où rassembler les dons et les collectes. Des céréales, des paquets de soupe, des boîtes de haricots rouges, du papier toilette, du thé, des barres de chocolat... Une dizaine de volontaires s'activent à préparer les colis, qui doivent permettre à leurs bénéficiaires de tenir trois jours.

Jamais la demande n'a été aussi forte. « La semaine dernière, on a servi 700 personnes. Plus du triple du niveau habituel », explique Alison Inglis-Jones, membre du conseil d'administration de la banque alimentaire de Norwood et Brixton, qui fait partie de l'association Trussell Trust. Au Royaume-Uni, la pandémie et le confinement ont soudain provoqué le basculement de nombreuses familles qui étaient déjà au bord de la pauvreté. « On a vu arriver beaucoup de personnes qui travaillent à leur compte, dont les revenus se sont arrêtés d'un coup », explique M^{me} Inglis-Jones. J'ai rencontré une femme qui organise de l'événementiel, d'autres qui sont dans le théâtre... » Le phénomène est le même partout à travers le pays. Selon un sondage réalisé pour la

« J'AI RENCONTRÉ UNE FEMME QUI ORGANISE DE L'ÉVÉNEMENTIEL, D'AUTRES QUI SONT DANS LE THÉÂTRE... »

ALISON INGLIS-JONES
banque alimentaire
de Norwood et Brixton

Food Foundation, 16 % des Britanniques (8 millions de personnes) ont souffert d'« insécurité alimentaire » pendant les trois premières semaines du confinement, c'est-à-dire qu'ils ont dû soit sauter un repas, soit en réduire la taille, soit connaître la faim. C'est quatre fois plus qu'avant. Parmi ceux-ci, un million et demi de personnes ont passé une journée entière sans manger. « Quand j'ai découvert le niveau de ces chiffres, je n'en revenais pas », explique Rachel Loops-tra, de King's College London, qui a analysé le sondage pour le compte de la Food Foundation. Ça démontre à quel point une partie de la population est fragile, en permanence au bord du précipice. »

Campagnes isolées

Sabine Goodwin, qui dirige l'Indépendent Food Aid Network, un réseau d'une centaine de banques alimentaires, abonde. « Notre société est extrêmement fragile. Les familles qui ont des enfants bénéficiant de repas gratuits à la cantine peinent aujourd'hui à faire face. Les

mairies doivent en principe couvrir leurs frais, en leur donnant des bons d'achat alimentaires, mais ça a été lent à se mettre en place. De même, le système de chômage partiel [qui compense 80 % du salaire] ne couvre pas de nombreuses personnes qui ont des contrats précaires ou vivent d'allocations sociales. »

En partie, la tension dans les banques alimentaires britanniques est temporaire. Certaines personnes âgées, qui avaient reçu consigne stricte de s'isoler, n'ont pas osé s'aventurer dans les boutiques et n'avaient pas de système de remplacement pour faire leurs courses. Par ailleurs, au début de la crise, certains magasins se sont retrouvés vides quand les Britanniques ont tous fait des stocks en même temps. Dans certaines régions, notamment dans des campagnes isolées, il a parfois été difficile de trouver à manger. Ces problèmes, aujourd'hui largement résolus, expliquent environ 40 % de la hausse de l'insécurité alimentaire, selon la Food Foundation.

Reste que la majorité du phénomène vient de l'impact de la pandémie, dont l'onde de choc se répand dans tout le pays. Tracy Olin dirige l'association Patch, dans le sud du Pays de Galles. Sur les neuf premiers jours d'avril, elle a servi 361 colis alimentaires, contre 343... sur l'ensemble du mois d'avril 2019. Les plus fragiles, souvent des gens qu'elle connaissait déjà, sont les premiers touchés. « Un homme, qui avait utilisé notre association il y a quelques mois, avait fini par retrouver un

travail et n'avait plus besoin de nos services. Mais avec la pandémie, il a perdu son emploi et il revient de nouveau nous voir. »

Défi logistique

Même chose en Ecosse, à la banque alimentaire de Kirkcaldy, au nord d'Édimbourg, où les demandes ont augmenté d'environ 25 %. « Au début, on a rencontré un autre problème, avec la perte de 70 % de nos volontaires », explique Joyce Leggate, sa présidente. La plupart d'entre eux étaient des retraités ou des gens à la santé fragile, qui ont dû se confiner de façon très stricte. Les magasins vides ont aussi provoqué de sérieuses difficultés d'approvisionnement pour sa banque alimentaire.

« Les supermarchés limitaient les achats à deux ou trois exemplaires d'un même produit, et il a fallu un peu de temps pour qu'ils fassent des exceptions pour nous », poursuit M^{me} Leggate. Les banques alimentaires ont aussi dû réorganiser leur distribution. Celle de Norwood et Brixton a décidé d'arrêter de recevoir des « clients » dans son centre. Désormais, tout est livré à domicile. Le défi logistique, relevé en tout juste deux semaines, a été possible grâce à l'afflux de dons et de bonnes volontés. « Le nombre de volontaires a explosé », souligne M^{me} Inglis-Jones. Plusieurs entreprises à l'arrêt ont prêté des camionnettes. Face à l'urgence, la tradition caritative des Britanniques ne se dément pas. ■

É.A.

aux autres cohortes de naissance », explique Josselin Thuilliez, économiste de la santé et chercheur au CNRS.

Il en va de même de l'épidémie d'Ebola, qui a fait, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de 11 000 victimes entre 2014 et 2015 et mis à l'arrêt les économies des pays d'Afrique de l'Ouest. Celle-ci a eu des conséquences négatives en cascade. La fermeture des écoles a pesé sur le niveau d'instruction, au risque de diminuer les revenus futurs, et la saturation des infrastructures de soin a entraîné une détérioration de la santé publique.

« Le nombre de morts qui ne sont pas causés par le virus Ebola a augmenté, d'après le Programme des Nations unies pour le développement en 2015. Cela inclut une hausse de la mortalité infantile et maternelle, car une part croissante des ressources sont consacrées à la lutte contre l'épidémie, et les gens évitent les hôpitaux, de peur d'être contaminés. » La Sierra Leone a enregistré une baisse d'environ 30 % des accouchements dans des centres médicaux pendant l'épidémie et une hausse de la mortalité maternelle. Employées massivement dans le secteur informel et dans l'agriculture, les femmes sont aussi plus durement touchées par le chômage.

COUPES FRANCHES

L'exemple d'Ebola avait montré que la peur de la contamination se propage plus vite, et plus durablement, que le virus, au risque de ralentir la réouverture des usines et des écoles. « La crainte d'être contaminé ne disparaît pas des esprits du jour au lendemain », explique M. Thuilliez. Elle peut retarder le retour au travail bien après la fin de l'épidémie, surtout dans les pays qui n'ont pas de système de protection sociale solide. »

Le bilan dramatique des conséquences sociales du confinement ne constitue pas pour autant un argument pour laisser courir la pandémie de Covid-19, qui aurait pu faire environ 40 millions de morts sans les mesures actuelles, selon l'Imperial College London. « En revanche, il ne faut pas refaire les erreurs d'après-2008 », avertit M. Marmot. Selon lui, ce n'est pas tant la crise économique qui a fait baisser l'espérance de vie au Royaume-Uni que la décennie d'austérité qui a suivi. Les coupes franches dans les aides sociales et le budget contraint des services de santé ont eu des conséquences de long terme plus importantes. « Bien sûr, la récession va augmenter les inégalités de santé, mais on peut faire en sorte de sortir de cette crise différemment, avec un système réformé. » ■

ÉRIC ALBERT, JULIEN BOUSSOU
ET BÉATRICE MADELINE

Dans les locaux de la banque alimentaire de Norwood et Brixton, au sud de Londres, le 20 avril.

PHILIPP EBELING
POUR « LE MONDE »

Les jeunes sont les premiers et les plus touchés par les effets de la récession

Les secteurs très affectés par les mesures de confinement sont aussi ceux qui emploient beaucoup de 18-25 ans. Les étudiants récemment diplômés vont également en pâtir

LONDRES - correspondance,

Si les jeunes sont les moins touchés par la pandémie, ils sont en première ligne de la crise économique. Ils sont particulièrement employés par les entreprises qui ont dû fermer à cause du confinement : restaurants, commerces, centres de loisirs... Au Royaume-Uni, par exemple, 30 % des employés de moins de 25 ans travaillent dans ces secteurs, contre seulement 13 % des plus de 25 ans, selon l'Institute for Fiscal Studies (IFS), un centre d'études économiques. En France, la situation est similaire. « Contrairement à la crise de 2008, qui a aussi touché la finance ou les services professionnels, l'effet est cette fois-ci plus concentré sur les moins qualifiés, les bas salaires et les plus jeunes », explique Xiaowei Xu, auteure de l'étude de l'IFS.

Non-renouvellement des CDD

Le deuxième effet négatif pour les jeunes est qu'ils vont entrer sur le marché du travail au pire moment. Les quelque 700 000 personnes qui vont sortir cette année de formation en France seront les premières victimes de la hausse inévitable du chômage, et leur carrière professionnelle va être durablement affectée. « Lorsque l'entreprise fait face à des chocs, elle essaie de conserver les salariés qualifiés et arrête d'em-

baucher », rappelle Camille Landais, professeur à la London School of Economics.

« La première forme de régulation de l'entreprise en période de crise est le non-renouvellement des CDD et des contrats d'intérim : or, les jeunes sont massivement représentés sur ces postes ». Cet effet s'était fait durement ressentir lors de la crise financière de 2008-2009, lorsque le taux de chômage des 15-24 ans avait augmenté de moitié, atteignant un niveau record de 26,2 % fin 2012.

Les études au long cours montrent également que démarrer sa vie professionnelle sur fond de crise est pénalisant sur le long terme. Les enquêtes « Génération » menées par le Céreq (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) à partir d'un échantillon représentatif de jeunes quittant le système éducatif à tout niveau de formation permettent de suivre leur trajectoire sur le marché du travail jusqu'à sept ans. Leurs conclusions sont sans appel. « On assiste à un ralentissement de la dynamique professionnelle, plus de temps passé au chômage et une trajectoire de stabilisation plus lente vers un CDI », résume Florence Lefresne, directrice générale du Céreq et docteure en économie du travail.

Ainsi, au bout de sept ans de vie active, les jeunes qui sont sortis en 2010 – qui ont donc vécu la

« LORSQUE L'ENTREPRISE FAIT FACE À DES CHOCS, ELLE ESSAIE DE CONSERVER LES SALARIÉS QUALIFIÉS ET ARRÊTE D'EMBAUCHER »

CAMILLE LANDAIS
professeur à la London
School of Economics

crise de 2008 – avaient passé 73 % de leur temps en emploi, contre 80 % pour les jeunes sortis de formation en 1998. Pour 13 % des jeunes de 2010, la trajectoire professionnelle a été dominée par le chômage, contre 7 % seulement pour les jeunes de 1998. Seuls 55 % des jeunes de 2010 ont vu leur trajectoire se stabiliser sur un CDI, contre 66 % de ceux de la génération 1998. Toutefois, comme le précise la directrice du Céreq, « l'érosion de la norme du CDI dans le recrutement des jeunes tient sans doute autant de la transformation structurelle du marché du travail que de la crise elle-même ».

Le choc a été observé de la même façon outre-Manche. Après la crise de 2008, les salaires médians réels ont baissé pour toutes les tranches d'âge pendant

quelques années, avant de se redresser et de revenir à peu près au même niveau en 2019. Une exception : ceux qui ont aujourd'hui une trentaine d'années, et qui étaient en début de carrière il y a une décennie. Leur salaire médian demeure d'environ 7 % inférieur à leur niveau de 2008.

Rôle crucial de l'apprentissage

Cet impact de la crise sur les carrières professionnelles n'est pas uniforme pour tous les jeunes. « Il y a de fortes chances que la crise amplifie les écarts observés entre les sans-diplôme et les diplômés », souligne Florence Lefresne. Il ne faut pas oublier que les non-diplômés sont plus durablement atteints en période de crise et connaissent une période plus longue d'exclusion du marché du travail. »

A titre d'exemple, un non-diplômé de la génération 2010 a passé moins de la moitié des sept premières années de vie active en emploi. A cet égard, l'évolution des dispositifs d'apprentissage, qui sont très dépendants de la bonne santé des entreprises, jouera un rôle crucial. « L'impact de la crise actuelle sur les moins diplômés dépendra pour beaucoup des dispositifs de formation, en particulier des possibilités de maintenir et d'accroître les places en apprentissage, en dépit de la chute de l'activité », ajoute M^{me} Lefresne. ■

É.A. ET BE.M.